

 <p>l'Assurance Maladie Agir ensemble, protéger chacun</p> <p>Aisne</p>	<p>Acheteur / Maître d'ouvrage Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne 29, Boulevard Roosevelt 02323 SAINT-QUENTIN CEDEX</p> <p>www.ameli.fr</p>
---	--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

MARCHE DE TRAVAUX N° 2024-06

Remplacement des menuiseries extérieures, des murs rideaux et protections solaires

Sommaire

Article 1 – Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Procédure de passation	4
1.3. Allotissement.....	4
1.4. Maîtrise d'œuvre	4
1.5. Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC).....	4
1.6. Contrôle technique	4
1.7. Sécurité et Protection de la Santé.....	5
Article 2 – Pièces constitutives du marché	5
2.1. Pièces particulières	5
2.2. Pièces générales.....	5
Article 3 – Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....	5
3.1. Répartition des paiements	5
3.2. Répartition des dépenses communes de chantier	5
3.2.1. Dépenses d'investissement	5
3.2.2. Dépenses d'entretien	5
3.2.3. Dépenses diverses.....	6
3.2.4. Facilités données par le Maître d'ouvrage	6
3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	6
3.3.1. Modalités d'établissement des prix	6
3.3.2. Caractéristique des prix pratiqués.....	6
3.3.3. Etablissement des prix de travaux modificatifs	6
3.4. Variation dans le prix.....	7
3.4.1. Type de variation des prix	7
3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché	7
3.4.3. Choix des index de référence	7
3.4.4. Modalités de variation des prix.....	7
3.4.5. Actualisation provisoire	7
3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	7
3.5. Paiement des sous-traitants.....	7
3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
3.5.2. Modalités de paiement direct	8
3.6. Financement et modalités de paiement	8
3.6.1. Financement	8
3.6.2. Décomptes et acomptes mensuels	8
3.6.3. Délai global de paiement.....	8
3.6.4. Adresses où les demandes de paiement doivent s'effectuer	8
Article 4 – Délai d'exécution – Pénalités.....	9
4.1. Délai d'exécution des travaux	9
4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution	9
4.1.2. Calendrier détaillé d'exécution	9
4.2. Prolongation des délais d'exécution.....	9
4.3. Pénalités et retenues pour retard.....	10
4.3.1. Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution.....	10
4.3.2. Retard sur le délai d'exécution	10
4.3.3. Retard sur les délais particuliers	10
4.3.4. Limitation et exonération des pénalités.....	10
4.3.5. Absences et retards aux rendez-vous de chantier	10
4.3.6. Manquements au Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	10

4.3.7.	Nettoyage et évacuation des déchets	10
4.4.	Autres pénalités	10
4.5.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
4.6.	Délai et retenues pour la remise des documents fournis après exécution.....	10
Article 5 – Clauses de financement et de sûreté.....		11
5.1.	Retenue de garantie.....	11
5.2.	Avance	11
5.3.	Avances sur matériels	11
Article 6 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits		11
6.1.	Provenance des matériaux et produits.....	11
6.2.	Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits	11
Article 7 – Préparation, coordination et exécution des travaux		12
7.1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	12
7.2.	Plans d'exécution et de synthèse, étude d'exécution	12
7.3.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	12
7.3.1.	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier	12
7.3.2.	Emplacements mis à disposition pour déblais	12
7.3.3.	Hygiène et sécurité	12
7.3.4.	Restrictions des communications.....	13
Article 8 – Contrôles et réception des travaux.....		13
8.1.	Essais et contrôles des ouvrages	13
8.2.	Réception et garantie	13
8.3.	Documents fournis après exécution.....	13
8.4.	Délais de garantie	13
8.5.	Assurances	13
Article 9 – Confidentialité		13
Article 10 – Modification du contrat - Clause de réexamen		14
Article 11 – Droit et langue		14
Article 12 – Dérogations aux documents généraux.....		15

Article 1 – Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché relatif aux travaux suivants : « Remplacement des menuiseries extérieures, Remplacement des murs rideaux et des verrières avec la mise en oeuvre de protections solaires occultations » au sein du site de la C.P.A.M. de l'Aisne, agence de LAON situé au 02, rue Charles Péguy à LAON.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Procédure de passation

Marché à procédure adaptée en application de l'article L 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.3. Allotissement

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations (L2113-11 2° du CCP) ;

En effet, la complexité technique qui caractérise la dépose des menuiseries existantes et l'imbrication des travaux y étant liés impose un process de travail extrêmement précis ce qui ne permet pas d'allotissement.

1.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Maître d'œuvre : Architecte

● **OUVRER**

SCOP D'Architecture M. DE LA BARRE Renaud
13, rue Delaporte Architecte (Mandataire)
02500 MONDREPUIS P : 06.80.94.67.98
renaud@collectif-oeuvrer.com

Maître d'oeuvre : Economie de la Construction / B.E.T. Fluides / Thermique / O.P.C.

BUREAU D'ETUDES bâtiTECH M. CARPENTIER Valentin
8, Boulevard Cordier Chargé d'Affaires
02100 SAINT-QUENTIN P : 06.29.58.18.18
T : 03.23.64.72.30 v.carpentier@be-batitech.fr

A titre indicatif, la mission de maîtrise d'œuvre est constituée des éléments suivants :

DIA	Etudes de diagnostic
APS	Etudes d'avant-projet sommaire
APD	Etudes d'avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

1.5. Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)

La mission du maître d'oeuvre est complétée par la prestation complémentaire suivante :

OPC	Ordonnancement, Coordination et pilotage du chantier
-----	--

1.6. Contrôle technique

Contrôleur Technique

Remplacement des menuiseries extérieures,
des murs rideaux et protections solaires

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION M. PINSON Yves
AGENCE DE REIMS yves.pinson@bureauveritas.com

1.7. Sécurité et Protection de la Santé

Coordonnateur S.P.S

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Mme. PONNET Daphné

AGENCE DE SOISSONS Daphne.ponnet@bureauveritas.com

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. Pièces particulières

- ✓ Acte d'engagement (AE) ;
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ✓ Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- ✓ Le calendrier de réalisation des travaux (Planning d'exécution), communiqué au DCE ;
- ✓ Le mémoire technique établi par le titulaire ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. Pièces générales

- ✓ Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 – Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire du marché et à ses éventuels sous-traitants.

3.2. Répartition des dépenses communes de chantier

3.2.1. Dépenses d'investissement

L'entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dont il est titulaire.

Les dépenses dont la nature est indiquée dans le tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur.

Cette liste est non exhaustive, la liste détaillée de ces dépenses est listée au CCTP.

Nature des dépenses
Etablissement et affichage du panneau de chantier
Branchements provisoires d'eau
Branchements provisoires d'électricité
Installation de signalisation
Installations communes de sécurité et d'hygiène
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement
Installation des comptages énergie électrique et eau
.....

3.2.2. Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées incluses dans les prix du marché.

Pour le nettoyage du chantier :

Remplacement des menuiseries extérieures,
des murs rideaux et protections solaires

- ✓ L'entrepreneur doit maintenir le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux. En cas de non-respect des consignes de nettoyage, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers, aux frais de l'entrepreneur.
- ✓ L'entrepreneur est responsable de l'évacuation de ses propres déblais.
- ✓ L'entrepreneur est tenu de nettoyer, réparer et remettre en état les installations qu'il aurait salies ou détériorées.

Tri sélectif des déchets :

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets telles que définies au CCTP.

3.2.3. Dépenses diverses

L'entrepreneur doit inclure dans son offre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution complète des travaux. Aucune dépense supplémentaire ne sera acceptée en dehors de celles prévues dans le marché.

3.2.4. Facilités données par le Maître d'ouvrage

Les emplacements ci-après désignés sont mis à la disposition de l'entrepreneur dès le début de l'exécution des travaux pour les installations de chantier et le dépôt provisoire de matériel et matériaux :

- ✓ **Zone à proximité des travaux** : Ces lieux devront être remis en état à la fin des travaux.
- ✓ Les installations suivantes sont à disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, conformément au plan d'installation de chantier (PIC) :
 - **Parking du personnel / Livraison** : Voie d'accès située Rue Charles Péguy, Site de Laon – 2 rue Charles Péguy - 02000 LAON.
Pour information, le site est accessible via un portail automatique ouvert, les jours ouvrés de 7h à 19h. En dehors de ces horaires, l'accès pourra être autorisé par le maître d'ouvrage.

3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte des dépenses de chantier, mentionnées au 3.2 ci-dessus.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les travaux, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation et à la mise en service.

Le prix tient compte :

- ✓ De tous les frais résultant des dispositions du présent CCAP et des autres pièces du marché, notamment le CCTP ;
- ✓ De la fourniture et de la pose de l'ensemble des articles ;
- ✓ Des frais d'exécution de chacune des prestations décrites, y compris implantation, études préparatoires, tous moyens de levage et de manutention, etc. ;
- ✓ Des frais d'installation, d'entretien et de repliement des installations de chantier, y compris la remise en état des lieux ;
- ✓ De tous les frais afférents à l'ensemble des tests, essais, mesures, ou attestations sur les installations ;
- ✓ Des frais de réception, de reprise, de raccords, de retouches ;
- ✓ De tous les frais générés par les assurances propres au titulaire (responsabilité civile et décennale) et toute assurance complémentaire nécessitée par la nature ou le risque des travaux à réaliser.

3.3.2. Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.3.3. Etablissement des prix de travaux modificatifs

En cas de travaux modificatifs en cours d'exécution des prestations du marché, le maître d'œuvre demandera à l'entreprise de fournir un devis justifié et détaillé. Ce devis devra inclure :

- ✓ Le détail des modifications apportées aux postes de la DPGF fournie à l'appui de l'offre ou le détail des nouveaux postes à créer dans la DPGF,
- ✓ Les détails des métrés, les factures des fournisseurs et tout autre élément justificatif nécessaire.

Remplacement des menuiseries extérieures,
des murs rideaux et protections solaires

Le paiement des travaux modificatifs se fera dans les conditions définies aux articles 13 et suivants du CCAG-Travaux. Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un acte modificatif au marché de travaux, selon les conditions fixées aux articles R2194-2 et R2194-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2194-3 du Code de la commande publique, les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur, lorsqu'elles sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché, feront l'objet d'une juste rémunération du titulaire.

3.4. Variation dans le prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1. Type de variation des prix

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois des remises des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4.3. Choix des index de référence

L'index de références I choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux est le suivant : BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010, identifiant 001710976.

3.4.4. Modalités de variation des prix

L'actualisation du prix du marché est réalisée selon la formule suivante, basée sur les indices applicables au secteur des travaux :

$$\text{Prix actualisé} = \text{Prix initial} \times \frac{\text{Index de référence (Id-3)}}{\text{Index de référence (I0)}}$$

Où :

- ✓ **Id-3** est la valeur de l'index BT en vigueur trois mois avant la date de début d'exécution des travaux.
- ✓ **I0** est la valeur de l'index BT en vigueur au moment de la fixation du prix dans l'offre.

Cette formule d'actualisation ne s'appliquera que si le mois de début du délai contractuel d'exécution des travaux (désigné « md ») est postérieur de plus de trois mois à la date de fixation du prix dans l'offre.

Notes :

- ✓ Si le calendrier contractuel est modifié après la signature du marché, le mois de référence pour l'application de l'index d'actualisation peut être ajusté en conséquence, sous réserve d'un avenant approuvé par les parties.
- ✓ Le choix de l'index BT spécifique doit être mentionné en fonction du type de travaux (par exemple, BT 01 pour le bâtiment général, BT 50 pour les travaux de voirie, etc.).

3.4.5. Actualisation provisoire

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG de travaux 2021, lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées à l'entrepreneur sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5. Paiement des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Remplacement des menuiseries extérieures,
des murs rideaux et protections solaires

La désignation ou l'acceptation de sous-traitants en cours de marché est effectuée par acte spécial de sous-traitance, conformément aux dispositions de l'article 133 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sans nécessiter un avenant au marché.

L'acte spécial précise les éléments suivants pour les sous-traitants à payer directement :

- ✓ Les renseignements requis à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux 2021 ;
- ✓ La personne habilitée à fournir les informations nécessaires en matière de nantissement et de cession de créances;
- ✓ Le comptable assignataire des paiements ;
- ✓ Le compte bancaire à créditer pour le paiement.

Note : Cette procédure de désignation par acte spécial n'affecte pas le lien contractuel initial, le sous-traitant n'ayant pas de relation directe avec l'acheteur. Aucune modification du marché principal n'est requise pour l'acceptation ou la modification de la sous-traitance.

3.5.2. Modalités de paiement direct

Seul le sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. Le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

3.6. Financement et modalités de paiement

3.6.1. Financement

Le présent marché est financé par la CNAM, dans le cadre du dispositif d'investissement en infrastructure de l'assurance maladie (DIE). Les paiements seront effectués selon les modalités définies dans le présent CCAP.

3.6.2. Décomptes et acomptes mensuels

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre, lors de la réunion de chantier qui suivra, son projet de décompte des prestations réalisées, arrêté à la fin du mois précédent. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours pour valider le projet de décompte, émettre le certificat d'acompte correspondant et le transmettre à l'entreprise par mail. L'entreprise dépose ensuite son projet de décompte via la plateforme Chorus Pro conformément à l'article 3.6.4

3.6.3. Délai global de paiement

Après que le maître d'œuvre ait transmis le décompte au maître d'ouvrage, ce dernier dispose de 30 jours pour procéder au paiement. Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement bancaire.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

3.6.4. Adresses où les demandes de paiement doivent s'effectuer

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code général des impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n° 2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro et le maître d'œuvre récupère ces dernières qu'il dépose avec son visa dans ce circuit dématérialisé.

Voici les principales étapes de cette procédure :

Envoi via Chorus Pro : L'entreprise envoie la facture préalablement visée au maître d'œuvre (MOE) et au maître d'ouvrage (MOA) au format PDF via Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant le cadre de dépôt A4 – Projet de décompte mensuel

déposé par un fournisseur. Ce portail est le canal officiel pour l'échange des factures électroniques dans le cadre des marchés publics.

Validation : Le MOE reçoit la facture via chorus et vérifie qu'elle est bien conforme aux prestations préalablement visées. La facture doit comprendre les éventuels sous-traitants et certificats de paiement y afférants. En cas de documents manquants, le MOE peut demander des documents complémentaires et se réserve le droit de rejeter le projet de décompte s'il est non conforme à la demande.

Transmission au Maître d'Ouvrage (MOA) : Une fois validée, la facture est transmise au MOA pour approbation finale.

Les fournisseurs peuvent prendre connaissance des modalités de dépôt en consultant les liens suivants :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Pour information concernant le paramétrage sous Chorus Pro :

Information MOA :

- ✓ Numéro de SIRET à utiliser : 515032175 00017
- ✓ Receveur EDI : non
- ✓ Code service : MOA
- ✓ Numéro engagement juridique: 2024-06

Information MOE :

- ✓ Numéro de SIRET à utiliser : 914 561 899 00016

Article 4 – Délai d'exécution – Pénalités

4.1. Délai d'exécution des travaux

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de onze (11) mois, incluant la trêve des Confiseurs et la trêve estivale 2025, ainsi que le délai d'approvisionnement et de préparation, comme stipulé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre désigné par le maître d'ouvrage, sur proposition de l'entrepreneur, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE.

Après acceptation par l'entrepreneur, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles au sens de l'article 18-2.3 du CCAG Travaux 2021 est égal à 5 jours ouvrés.

Le délai d'exécution est donc censé tenir compte de cinq journées d'intempéries, c'est-à-dire de journées pendant lesquelles les conditions de précipitations ou de forces et de vitesse du vent dépassent les seuils définis ci-dessous.

Les seuils d'intempéries sont les suivants :

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluie	40 millimètres par jour pendant 5 jours consécutifs
Vent	60 km/h pendant une durée de ≥ 3 h 00

Les archives météorologiques nécessaires pour évaluer l'impact des intempéries sur la période concernée à Laon (02000) peuvent être consultées sur le site www.meteofrance.com . Si les informations disponibles en ligne sont insuffisantes, il est possible de contacter directement Météo-France pour une demande d'archives spécifiques.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air.

Les prolongations de délai, notamment pour les intempéries, n'ouvrent pas droit à l'indemnisation du titulaire, à moins que les intempéries non seulement puissent être contractuellement considérées.

4.3. Pénalités et retenues pour retard

Les dispositions des articles 19.1 et suivants du CCAG-Travaux 2021 s'appliquent, sauf dérogations précisées ci-dessous.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes.

4.3.1. Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution

En cas de retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution, une pénalité de **50 € par jour de retard** sera appliquée, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

4.3.2. Retard sur le délai d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement ainsi que le calendrier détaillé d'exécution. En cas de dépassement, la pénalité journalière sera calculée conformément aux articles 19.1 et suivants du CCAG-Travaux, soit **1/3000ème du montant initial HT du marché par jour de retard**, avec un minimum de **150 € par jour**.

4.3.3. Retard sur les délais particuliers

Pour chaque intervention intermédiaire ne correspondant pas à l'achèvement total des travaux, en cas de retard constaté par le maître d'œuvre, une retenue journalière provisoire sera appliquée et convertie en pénalité définitive si le délai contractuel d'exécution n'est pas respecté.

4.3.4. Limitation et exonération des pénalités

Les pénalités de retard sont limitées aux conditions suivantes, conformément au CCAG-Travaux 2021 :

- ✓ **Exonération des pénalités** si leur montant total est inférieur à 1 000 €.
- ✓ **Plafond des pénalités** fixé à 10 % du montant initial hors taxes du marché.

4.3.5. Absences et retards aux rendez-vous de chantier

- ✓ Retard supérieur à 1 heure : **50 €**
- ✓ Absence non excusée 24 heures avant le rendez-vous : **75 €**

4.3.6. Manquements au Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

En cas de non-respect des mesures définies dans les documents du coordonnateur SPS, une pénalité de **75 € par jour de retard** sera appliquée à l'entrepreneur défaillant.

4.3.7. Nettoyage et évacuation des déchets

Pour tout manquement aux obligations de nettoyage et d'évacuation :

- ✓ **Nettoyage du chantier** : 200 €, après constatation par le maître d'œuvre. En cas de non-réalisation, le nettoyage sera effectué par une entreprise tierce, aux frais du titulaire.
- ✓ **Évacuation des gravats** : 100 € par jour de retard.

4.4. Autres pénalités

- ✓ **Tri des déchets** : en cas de présence de déchets dans une benne non appropriée, une pénalité de 200 € sera appliquée, en plus des frais de déclasserment.
- ✓ **Stockage non conforme** : 150 € par jour de stockage non autorisé de produits, déchets ou matériels en dehors des zones prévues.

4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations et la remise en état des emplacements occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Quinze jours avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir effectué toutes les opérations de nettoyage et de remise en état. En cas de retard, l'entrepreneur sera mis en demeure, et les travaux seront réalisés à ses frais. Une pénalité journalière, conformément à l'article 4.3.2, sera appliquée.

4.6. Délai et retenues pour la remise des documents fournis après exécution

Dans les quinze jours suivant la notification de la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra fournir au maître d'œuvre les documents suivants :

- ✓ **Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)** : plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation, à déposer sur Blue Files.
<https://bluefiles.com/app/drop-page/7ad7815ff87712a4b67b4e8b4893637126996b039f64add5d32d6e723a452718/>
- ✓ **Décompte Général et Définitif (DGD)** : à transmettre via Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Une pénalité de **50 € par jour de retard** pourra être appliquée pour tout retard dans la remise des documents de fin de chantier, conformément aux articles 19.3 du CCAG-Travaux 2021.

Article 5 – Clauses de financement et de sûreté

5.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est prélevée sur chaque acompte, en application du présent marché.

Cette retenue de garantie pourra, au choix du titulaire, être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du décret n° 2018-1075 précité, et ce, avant la première demande de paiement. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée par la CPAM de l'Aisne.

La garantie sera restituée suite à une mainlevée délivrée par la CPAM de l'Aisne dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

5.2. Avance

Si le montant initial du marché, en prix de base, atteint ou dépasse le seuil fixé par le décret n°2018-1075 modifié pour le versement d'une avance, une avance sera versée au titulaire du marché, sauf mention contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R2191-7 et R2191-8 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant initial TTC lorsque le délai d'exécution du marché n'excède pas douze mois, sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande, conformément à l'article R2191-33.

Le paiement de l'avance sera effectué sans formalités supplémentaires dans un délai de 30 jours à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne fera l'objet d'aucune révision de prix.

Le remboursement de l'avance commencera dès que le montant cumulé des prestations exécutées (travaux réalisés et approvisionnements) atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectuera par précompte sur les acomptes ou sur le solde dû au titulaire.

Ce remboursement devra être intégralement terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80 % du montant du marché.

Sur leur demande, une avance peut être versée aux sous-traitants dont le montant des travaux atteint le seuil fixé par le décret n°2018-1075 modifié pour le versement d'une avance.

Le montant de cette avance, au minimum 20 % du montant des travaux sous-traités, ainsi que son remboursement, seront effectués par l'entrepreneur principal. Celui-ci devra en tenir compte dans les montants à régler directement au sous-traitant.

Si le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

5.3. Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Article 6 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

Article 7 – Préparation, coordination et exécution des travaux

7.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Sa durée débute à compter de la réception de l'ordre de service. Ce délai est compris dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- ✓ Par les soins du maître d'ouvrage :
 - mise à disposition de l'entrepreneur des emplacements pour stockage (Cf. plan d'installation de chantier (PIC) joint au présent DCE.).
- ✓ Par les soins du maître d'œuvre :
 - élaboration, après proposition de l'entrepreneur, du **calendrier détaillé d'exécution** visé au 4.1.2 ci-dessus.
- ✓ Par les soins de l'entrepreneur :
 - établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, comprenant études de structures, plans de détail, plans de chantier, notes de calcul, cahiers de documentation technique et plus généralement, tous documents nécessaires à la compréhension des ouvrages qu'il envisage de réaliser.
 - présentation du projet des installations de chantier, dans le respect du plan d'installation de chantier (PIC) et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG Travaux 2021.
 - réalisation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

7.2. Plans d'exécution et de synthèse, étude d'exécution

Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution devront être visés par le maître d'œuvre, le contrôleur technique et le maître d'ouvrage.

7.3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

7.3.1. Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Voir article 3.2.4.

7.3.2. Emplacements mis à disposition pour déblais

Le maître d'ouvrage ne met pas à disposition de l'entrepreneur d'autres lieux de dépôt pour les matériaux en excédent que ceux situés sur le site. Conformément aux principes d'économie circulaire, les matériaux non réemployés sur place devront être triés et dirigés vers des filières de recyclage appropriées, en accord avec la réglementation en vigueur et le plan de gestion des déchets du projet. Les matériaux valorisables, comme les profils aluminium et les vitrages, doivent être récupérés pour revalorisation auprès d'industries ou acteurs de réemploi agréés.

7.3.3. Hygiène et sécurité

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect des dispositions suivantes :

Mise en place des principes généraux par référence au Code du travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :

- ✓ La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- ✓ Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entrepreneur :

- ✓ Installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et par la mise en application des mesures définies dans les documents du coordonnateur SPS) ;
- ✓ Mesures pour le respect du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- ✓ Remise par l'entrepreneur à la réception des ouvrages du DOE (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis au maître d'œuvre pour les annexer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

7.3.4. Restrictions des communications

A la demande du maître d'ouvrage :

- ✓ Les communications à travers le site des travaux seront restreintes dans les conditions définies au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).
- ✓ La liste et les périodes d'intervention du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, devront être tenues à jour sur un registre ou un tableau et à la disposition du maître d'ouvrage.
- ✓ La circulation sur le site et la zone chantier ne sera autorisée qu'au personnel de toutes les entreprises, y compris sous-traitants et indépendants, possédant un **vêtement de travail et le logo de l'entreprise sur le casque**.

Article 8 – Contrôles et réception des travaux

8.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre.

8.2. Réception et garantie

Par dérogation à l'article 42.1 à 3 du CCAG Travaux 2021 :

- ✓ La réception a lieu à l'achèvement de chaque phase tel que programmé dans le plan de phasage joint au DCE. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

8.3. Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux 2021, à la fin des travaux et au plus tard 10 jours avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du projet de DOE conformément aux dispositions du CCTP.

Après les essais avérés concluants, l'entrepreneur disposera **de 10 jours** pour faire les compléments et la mise à jour correspondant aux demandes du maître d'œuvre. Le DOE (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation) sera fourni en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire informatique déposé sur la pase Blue Files du repréentatnt du maitre d'ouvrage :

<https://bluefiles.com/app/drop-page/7ad7815ff87712a4b67b4e8b4893637126996b039f64add5d32d6e723a452718/>

Pour les plans établis par informatique, il sera demandé un exemplaire des fichiers de dessin au format DWG et au format PDF.

8.4. Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux**.

8.5. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- ✓ D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux.
- ✓ D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Article 9 – Confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- ✓ prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ✓ ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ✓ ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ✓ ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- ✓ la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- ✓ les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- ✓ les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 10 – Modification du contrat - Clause de réexamen

En cas de situation imprévisible rendant impossible l'exécution du marché aux conditions initiales (comme la survenance d'une épidémie et/ou d'une pandémie), le marché initial pourra être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans ses conditions d'exécution ainsi que dans les conditions financières y afférent.

Dans ce cas, les dispositions des articles R2194-3 et R2194-4 sont applicables.

La cause de modification du contrat sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur, par avenant selon les dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Article 11 – Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Judiciaire de Lille est seul compétent.

Sauf mention contraire au présent CCAP, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français et adressées au Directeur de la CPAM de l'Aisne, autorité représentant l'acheteur.

Article 12 – Dérogations aux documents généraux

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-Travaux 2021 auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 3.4.5	Article 9.4
Article 4.3	Article 19.1 et suivants
Article 8.2	Articles 42.1 à 42.3
Article 8.3	Article 40.1